

B

BACHIR (M. Abd-el-Louahab), Député du département d'Alger et territoire de Ghardaïa (*Collège des électeurs français musulmans non-citoyens*).

Son élection est validée (A. de 1945, p. 44).
 = Est nommé membre : de la Commission de l'intérieur, de l'Algérie et de l'administration générale, départementale et communale (A. de 1945, p. 138); de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique (*ibid.*).
 = Se démet de son mandat de député (A. de 1946, p. 365).

BACON (M. Paul), Député du département de la Seine (*4^e circonscription*), **Vice-Président de l'Assemblée Nationale Constituante.**

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46).
 = Est nommé membre de la Commission de la Constitution (A. de 1945, p. 138). — Est élu Vice-Président de l'Assemblée Nationale Constituante (A. de 1945, p. 52).

Dépôts :

Le 11 décembre 1945, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à procéder d'urgence à la revalorisation des traitements et salaires des agents des services publics et à la péréquation de leurs retraites, n° 62. — Le 27 mars 1946, une proposition de loi tendant à attribuer de droit aux médaillés du travail l'allocation aux vieux travailleurs, n° 776. — Le 8 avril 1946, une proposition de

loi tendant à la création d'une nouvelle forme de société dite « Société de travail et d'épargne », n° 944.

Interventions :

En qualité de *Vice-Président de l'Assemblée Nationale Constituante* : *Préside* : la 3^e séance du 29 décembre 1945 (p. 531); la 2^e séance du 30 décembre 1945 (p. 576); la 1^{re} séance du 12 mars 1946 (A. de 1946, p. 655); la 1^{re} séance du 15 mars (p. 791); la 1^{re} séance du 21 mars (p. 931); la 1^{re} séance du 27 mars (p. 1099); la séance du 8 avril (p. 1568); la 1^{re} séance du 11 avril (p. 1691); la 1^{re} séance du 15 avril (p. 1820); la 1^{re} séance du 19 avril (p. 2035), la séance du 20 avril (p. 2084); la 1^{re} séance du 25 avril (p. 2236).

BADIE (M. Vincent), Député du département de l'Hérault.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45).
 = Est nommé membre de la Commission de la justice et de législation générale (A. de 1945, p. 138). — Est élu secrétaire de l'Assemblée Nationale Constituante (A. de 1945, p. 52). Est nommé juré de la Haute Cour de justice (p. 638).

Interventions :

Prend part à la discussion du rapport relatif au Règlement de l'Assemblée Nationale Constituante : *Son amendement tendant à rectifier l'article 15* (p. 91); *le retire* (*ibid.*). — *Ses explications de vote lors de la discussion d'inter-*

pellations sur la politique générale du Gouvernement (p. 174). — *Son rapport*, au nom du 7^e Bureau, sur les opérations électorales du territoire de la Réunion (1^{re} et 2^e circ.) (p. 177). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux effectifs, au recrutement et aux limites d'âge des fonctionnaires : Art. 8 : *Amendement de M. Pleven* (p. 345) ; Art. 9 : *Son amendement* (p. 346). — Pose au Ministre de la Justice une question sur la promotion de magistrats, ayant prêté serment au maréchal Pétain, dans l'ordre de la Légion d'honneur (p. 369). — Est entendu au cours : du débat sur les propositions de loi de MM. A. Mercier (Oise) et Pierre Bloch tendant à proroger les délais pour l'ouverture des informations devant les cours de justice et les chambres civiques et fixer au 1^{er} janvier 1947 la date d'expiration des informations et poursuites pour faits de collaboration : Art. 2 : *Amendement de M. Denais* (p. 471) ; — d'interpellations sur la liberté de la presse (p. 709) : — de la discussion du projet de loi relatif au monopole et à la nationalisation de l'électricité et du gaz : Art. 13 : *Ses explications de vote* (p. 1160) ; Art. 23 : *Soutient l'amendement de M. Herriot* (p. 1194) ; Art. 32 : *Soutient l'amendement de M. Herriot* (p. 1201) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble du projet* (p. 1218). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (p. 2107). — Prend part à la discussion : du projet et de propositions de loi relatives à la nationalisation de certaines sociétés d'assurances : *Discussion générale*, (p. 2134) ; Art. 1^{er} : *Ses amendements* (p. 2164, 2166) ; Art. 3 : *Son amendement* (p. 2172) ; Art. 6 : *Son amendement* (p. 2175) ; *le retire* (ibid.) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 2204) ; — du projet de loi modifiant le taux des amendes pénales : *Discussion générale* (p. 2326) ; — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1946 : DISPOSITIONS SPECIALES : Art. 19 : *Amendement de M. Delcos* (p. 2344).

BALLANGER (M. Robert), Député du département de Seine-et-Oise (1^{re} circonscription).

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46).
= Est nommé membre de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre (A. de 1945, p. 139).

Dépôts :

Le 22 mars 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à déposer rapidement un projet de loi modifiant le régime actuel des zones de salaires, d'allocations familiales, d'allocations aux vieux travailleurs et d'indemnités de résidence dans le département de Seine-et-Oise, n^o 720. — Le 22 mars 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre rapidement des mesures en faveur des « mal lotis », n^o 723.

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : LOI DE FINANCES : *Son amendement à l'article 77* (A. de 1945, p. 341) ; *Son amendement à l'article 158 : Archives des services départementaux d'apurement des dommages de guerre* (p. 673) ; *Son amendement à l'article 167 : Indemnités forfaitaires des sinistrés* (p. 679) ; *le retire* (p. 680). — Pose au Ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme une question sur les mesures qu'il envisage pour hâter la reconstruction (A. de 1946, p. 380).

BARANGÉ (M. Charles), Député du département de Maine-et-Loire.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45).
= Est nommé membre : de la Commission des finances et du contrôle budgétaire (A. de 1945, p. 138) ; de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression (p. 138).

Dépôts :

Le 9 avril 1946, une proposition de loi tendant à permettre aux veuves de guerre de bénéficier des prêts accordés aux anciens prisonniers de guerre, déporté et réfugiés en vertu de l'ordonnance du 5 octobre 1945 n^o 956 — Le 19 avril 1946, une proposition de loi tendant à fixer le statut des banques d'affaires, n^o 1120.